



**Rapport financier semestriel
au 30 juin 2015**

GROUPE BERNARD LOISEAU

Sommaire

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
<hr/>	
Etats financiers consolidés résumés	4
Etat de situation financière	4
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5
Etat de variation des capitaux propres	6
Tableau des flux de trésorerie	7
<hr/>	
Notes annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels	8
Préambule	8
Principes et méthodes comptables	8
Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture	10
Périmètre et méthode de consolidation	10
Répartition du capital social	10
Distribution des dividendes	10
Passifs éventuels	11
Caractère saisonnier des activités	11
Parties liées	11
Notes sur l'état de situation financière	12
Notes sur le résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	16
Résultat par action	17
Dette financières	18
Engagements hors bilan	18
<hr/>	
Rapport semestriel d'activité	19

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 19 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Saulieu, le 9 octobre 2015

Président du Conseil d'Administration
Dominique Loiseau

A. Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2015

Tous les montants sont exprimés en K€

I. Etat de situation financière

Actif en K€	30.06.2015	31.12.2014
Goodwill	1 420	1 420
Marques	638	638
Autres immobilisations incorporelles	67	45
Immobilisations corporelles	7 650	7 672
Participations dans des entreprises associées		
Immobilisations financières	104	192
Actifs financiers disponibles à la vente	20	20
Impôts différés actifs et créance de carry back	235	193
Actifs non courants	10 134	10 180
Stocks et en-cours	1 010	812
Clients et comptes rattachés	149	202
Créance d'impôt exigible	193	194
Autres actifs courants	504	432
Trésorerie et équivalents	2 357	2 906
Actifs courants	4 213	4 546
Total de l'actif	14 347	14 726
Passif	30.06.2015	31.12.2014
Capital social	1 790	1 790
Primes d'émission	3 306	3 306
Réserves	5 875	5 863
Résultat de l'exercice	2	67
Capitaux propres	10 973	11 026
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	904	1 014
Provisions à long terme	157	137
Impôts différés passifs	0	0
Autres passifs non courants	0	0
Passifs non courants	1 061	1 151
Emprunts et dettes financières à moins d'un 1 an	300	286
Fournisseurs et comptes rattachés	632	588
Dettes d'impôt courant	0	0
Autres passifs courants	1 376	1 670
Provisions à court terme	5	5
Passifs courants	2 313	2 549
Total Passif	14 347	14 726

Par mesure de simplification et l'impact n'étant pas significatif, il est retenu un pourcentage d'intérêt de 100 % en excluant toute part minoritaire, pour les sociétés détenues à plus de 98%.

II. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2015	30.06.2014	31.12.2014
	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	4 731	4 415	10 021
Achats consommés	-1 035	-1 013	-2 191
Marge brute	3 696	3 402	7 830
Autres produits de l'activité	-	-	-
Charges externes	-898	-860	-1 762
Impôts et taxes	-109	-102	-205
Charges de personnel	-2 311	-2 245	-5 028
Dotations aux amortissements	-422	-400	-822
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-18	-20	-3
Autres charges d'exploitation	-4	-9	-18
Autres produits d'exploitation	40	23	54
Résultat opérationnel courant	-26	-211	46
Dépréciation de l'écart d'acquisition	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	0	3	3
Résultat opérationnel	-26	-208	49
Produits de trésorerie et d'équivalents	10	18	32
Coût de l'endettement financier brut	-14	-13	-29
Coût de l'endettement financier net	-4	5	3
Autres produits financiers	0	0	0
Autres charges financières	0	0	-10
Quote part dans le résultat des entreprises associées	0	0	0
Résultat avant impôt	-30	-203	42
Charge/Produit d'impôt	32	93	25
Résultat net	2	-110	67
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Ecart actuariels nets d'impôts au titre des régimes à prestations définies	-3	-3	-7
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-1	-113	60
Nombre d'actions en circulation	1 432 100	1 432 100	1 432 100
Nombre d'actions total en circulation hors titres en autocontrôle	1 410 399	1 411 347	1 409 947
Résultat opérationnel par actions (en euros)	-0,02 €	-0,15 €	0,03 €
Résultat net par action (en euros)	0,00 €	-0,08 €	0,05 €
Résultat net dilué par action (en euros)	0,00 €	-0,08 €	0,05 €
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres par actions (en euros)	0,00 €	-0,08 €	0,04 €
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres dilué par actions (en euros)	0,00 €	-0,08 €	0,04 €

(-) si charges et (+) si produits

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaire en circulation (1 432 100 actions) à l'exclusion des titres d'autocontrôle (21 701 actions en moyenne sur les 6 derniers mois). Au 30 juin 2015, il n'existe pas d'instruments dilutifs. Le résultat dilué par action est donc identique au résultat de base par action.

III. Etat de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2013	1 790	3 306	-84	6 033	-16	11 029
Opérations sur capital						
Opérations sur titres auto-détenus			-7			-7
Dividendes				-56		-56
Résultat net de l'exercice 2014				67		67
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-7	-7
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				67	-7	60
Variations de périmètre						
Capitaux propres au 31/12/2014	1 790	3 306	-91	6 044	-23	11 026
Opérations sur capital						
Opérations sur titres auto-détenus			5			5
Dividendes				-57		-57
Résultat net au 30/06/2015				2		2
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-3	-3
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				2	-3	-1
Variations de périmètre						
Capitaux propres au 30/06/2015	1 790	3 306	-86	5 989	-26	10 973

IV. Tableau des flux de trésorerie en K€

	30.06.2015 6 mois	30.06.2014 6 mois	31.12.2014 12 mois
Résultat net consolidé	2	-110	67
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	440	420	835
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés			
Autres produits et charges calculés			
Plus et moins value de cession	0	-3	-4
Profits et pertes de dilution			
Quote part dans le résultat des entreprises associées			
Dividendes			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	442	307	898
Coût de l'endettement financier net	-4	5	-2
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-32	-93	-25
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	406	219	871
Impôt reçu/versé (B)	62	-23	50
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-561	-378	-167
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D)=(A+B+C)	-93	-182	754
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-400	-1 013	-1 358
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	4	4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-21	-24	-112
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	109	42	23
Dividendes reçus			
Variation des prêts et avances consentis			
Subvention d'investissement reçue			
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-312	-991	-1 443
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options			
Rachats et reventes d'actions propres	5	-20	-7
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-57	-57	
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			-56
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Souscription d'emprunts	42	480	480
Remboursement d'emprunt	-140	-128	-260
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financements)	4	-5	2
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-146	270	159
Incidence des variations des cours de devises (G)			
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	-551	-903	-530
Trésorerie d'ouverture	2 906	3 436	3 436
Trésorerie de clôture	2 355	2 533	2 906
Variation de trésorerie nette	-551	-903	-530

V. Notes annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

Préambule

Bernard Loiseau SA est une société anonyme à Conseil d'administration de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France.

Le siège social de la société mère Bernard Loiseau SA est situé au 2, rue d'Argentine, 21210- Saulieu.

A la demande de la société Bernard Loiseau SA (Cf rapport annuel 2010 page 19 et paragraphe P), Euronext SA a décidé l'admission sur NYSE Alternext des 1 432 100 actions existantes composant le capital de la société Bernard Loiseau. L'admission a eu lieu le 18 juillet 2011, selon la procédure de cotation directe dans le cadre de son transfert du marché réglementé de NYSE Euronext vers NYSE Alternext à Paris.

Les états financiers consolidés résumés semestriels ci-après reflètent la situation comptable de Bernard Loiseau et de ses filiales (ci-après « le Groupe ») ainsi que, le cas échéant, les intérêts dans les entreprises associées. Ils sont présentés en euros arrondis au millier le plus proche.

Le Conseil d'administration a arrêté le 9 octobre 2015 les états financiers consolidés résumés semestriels au 30 juin 2015.

5.1. Principes et méthodes comptables

5.1.1 Présentation des états financiers :

Les états financiers semestriels résumés portant sur la période de 6 mois du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015 du groupe Bernard Loiseau ont été préparés en conformité avec :

- la norme internationale d'information financière IAS 34 amendée, relative à l'information intermédiaire,
- et les autres normes comptables internationales (constituées des IFRS, des IAS, de leurs amendements et de leurs interprétations) qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015 et qui sont disponibles sur le site internet : <http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>.

En application de la norme IAS 34 amendée, seules les informations relatives à des événements et transactions importants au regard de la période intermédiaire considérée sont présentées au travers de notes explicatives. A l'exception des points mentionnés ci-après, les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Au cours de la période, le groupe Bernard Loiseau a adopté les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire pour l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2015, à savoir :

- Annual improvements (texte publié par l'IASB le 12 décembre 2013 et relatif au cycle 2011-2013) : améliorations annuelles portées à différentes normes,
- IFRIC 21 : interprétation relative aux taxes (« Levies »).

Aucun de ces textes n'emporte de conséquences significatives sur le résultat net, la position financière du groupe ou la présentation des comptes et de l'information financière.

Le groupe n'a par ailleurs pas anticipé de normes, d'amendements ou d'interprétations IFRIC dont l'application n'était pas obligatoire au 30 juin 2015, soit parce que ces textes n'avaient pas encore été adoptés en Europe, soit parce que le groupe n'a pas décidé de les appliquer par anticipation. Ces textes sont les suivants :

- Annual improvements (texte publié par l'IASB le 12 décembre 2013 et relatif au cycle 2010-2012 ainsi que le texte publié le 25 septembre 2014 et relatif au cycle 2012-2014) : améliorations annuelles portées à différentes normes,
- IAS 1 : amendement relatif à la présentation des états financiers,
- IAS 16 et IAS 38 : amendements relatifs aux méthodes d'amortissement acceptables,
- IAS 16 et IAS 41 : amendements relatifs à l'agriculture,
- IAS 19 : amendement relatif aux cotisations des membres du personnel,

- IAS 27 : amendement relatif à la méthode de la mise en équivalence dans les comptes individuels,
- IFRS 9 : norme relative aux instruments financiers,
- IFRS 10 et IAS 28 : amendements relatifs aux ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le groupe et les entités mises en équivalence,
- IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 : amendements relatifs aux entités d'investissement,
- IFRS 11 : amendements relatifs à l'acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe,
- IFRS 15 : norme relative à la reconnaissance du revenu.

Le groupe n'est pas à ce stade concerné par ces textes ou n'anticipe pas d'incidences significatives sur les comptes des prochains exercices.

Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Conseil d'Administration qui forme le principal organe de décision opérationnel du groupe.

En conséquence, un secteur opérationnel est une composante distincte du groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS appliqués par le groupe pour ses états financiers consolidés.

Les transactions inter-secteurs sont peu significatives, et les prix de transfert entre les secteurs sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et hypothèses sont réalisées à partir de l'expérience et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Néanmoins lors de la réalisation effective des événements, les montants définitifs peuvent différer des prévisions effectuées.

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations au 30 juin 2015 pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs au cours d'un exercice ultérieur concernent l'évaluation des Goodwill, des marques, des impôts différés et des provisions.

Lors de la préparation des comptes consolidés semestriels résumés 2015, et au regard du contexte récent de crise économique, les estimations relatives aux évaluations des marques et des goodwill ont été reconsidérées : les projections actualisées de flux de trésorerie d'exploitation utilisées dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2014 ont notamment été examinées afin de s'assurer qu'elles étaient en phase avec les hypothèses budgétaires jugées les plus raisonnables et les plus probables par la direction. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2015.

Il est rappelé que la détermination de la valeur recouvrable des marques et des goodwill est sensible, en particulier, au taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation de flux de trésorerie futurs, aux estimations de cash-flows, ainsi qu'au niveau du taux de croissance retenu.

Il est par ailleurs précisé qu'il n'est constaté d'impôt différé actif sur les différences temporelles déductibles et les déficits reportables que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles et ces déficits reportables pourront être imputés sera disponible. L'horizon de temps retenu

pour l'estimation des bénéfices futurs est au plus de 4 ans étant précisé qu'une revue des prévisions et hypothèses utilisées a été réalisée en octobre 2015.

Enfin, pour l'évaluation des provisions pour retraite, la valeur actuarielle de l'obligation et le coût des avantages postérieurs à l'emploi sont calculés à partir d'hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité, et taux de turnover). En raison du caractère long terme de ces éléments, l'incertitude liée à ces estimations peut être significative.

5.2 Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture

Aucun événement susceptible d'influer sur les comptes de la société ou du groupe de manière significative n'est intervenu depuis le 30 juin 2015.

5.3. Périmètre et méthode de consolidation

Aucune évolution de périmètre n'a été constatée depuis le 31 décembre 2013.

Les titres non consolidés de la société Newcore sont inscrits au 30 juin 2015, de même qu'au 31 décembre 2014, sous la rubrique « actifs financiers disponibles à la vente ».

Ils sont évalués à leur juste valeur et les éventuelles variations de valeur sont enregistrées directement dans les capitaux propres, sauf lorsqu'un test de perte de valeur conduit à reconnaître une moins-value latente par rapport au coût d'acquisition historique, en raison d'une dégradation significative ou prolongée des flux de trésorerie attendus des actifs concernés. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est comptabilisée en résultat par le biais d'une dépréciation. Les montants comptabilisés dans les capitaux propres sont repris en résultat lors de la dépréciation ou de la cession des actifs financiers disponibles à la vente.

De manière générale, la juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la juste valeur pour les titres non cotés, déterminés en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre. Pour les titres de participation qui ne sont pas cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable, le groupe retient dans ce cas le coût d'entrée déduction faite de toute dépréciation éventuelle.

Aucune dépréciation, ni variation de valeur, n'a été constatée au 30 juin 2015 sur les actifs financiers disponibles à la vente.

5.4. Répartition du capital social

En application des dispositions de l'article L356-3, nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales détenant au 30 juin 2015, directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers d'une part du capital social et d'autre part des droits de vote aux assemblées générales, savoir :

Plus de la moitié :

- Dominique LOISEAU et succession 33, rue Gambetta - 21210 SAULIEU, soit 54,11% du capital et 67,84% des droits de vote.

Plus du dixième :

- Marc Tournier, détient directement et indirectement par l'intermédiaire des sociétés CIPADE et BAPIM qu'il contrôle, 10,10% du capital et 6.5% des droits de vote.

- Partnership Convictions 1, 10 rue du Colisée – 75008 PARIS, soit 10.02% du capital et 6.4% des droits de vote.

5.5. Distribution des dividendes

L'Assemblée générale mixte du 29 mai 2015 avait décidé qu'une somme de 57 284 euros, soit 0,04 euro par action, soit distribuée à titre de dividende aux actionnaires.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'Assemblée générale constate qu'il a été mis en distribution, au titre des trois exercices précédents, les dividendes suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE PAR ACTION	REVENUS ELIGIBLES OU NON A L'ABATTEMENT
2014	0,04 €	Réfaction de 40% lorsque celle-ci était applicable
2013	0,04 €	Réfaction de 40% lorsque celle-ci était applicable
2012	0,04 €	Réfaction de 40% lorsque celle-ci était applicable

5.6. Passifs éventuels

Il n'existe pas de passifs éventuels.

5.7. Caractère saisonnier des activités

Les activités du groupe ne portent pas de caractère saisonnier significatif, étant précisé que l'établissement de Saulieu a fermé 5 semaines sur le 1^{er} semestre 2015.

5.8. Parties liées

Au titre de la période, il n'y a pas eu de transactions avec les parties liées.

5.9. Notes sur l'état de situation financière

5.9.1 Etat des Goodwill et de l'actif immobilisé

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Transfert	Valeur brute fin d'exercice
Goodwill	1 420				1 420
Marques	638				638
Autres immobilisations incorporelles	117	28			145
Terrains	529	0	0		529
Constructions et agencements	13 229	90	0		13 319
Installations techniques, matériel et outillage.	3 251	78	-1		3 328
Autres immobilisations corporelles	2 293	74	0		2 367
Immobilisations corporelles en cours et acomptes sur immobilisations	99	153	0		252
Immobilisations corporelles	19 401	395	-1	0	19 795
Participations dans des entreprises associées					
Autres participations					
Prêts et autres immobilisations financières	192	21	-109	0	104
Immobilisations financières	192	21	-109	0	104
Actifs disponibles à la vente	90				90
Total général	21 858	444	-110	0	22 192

5.9.2 Etat des amortissements

	Montant Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Transfert	Montant Fin d'exercice
Goodwill					
Marques					
Autres immobilisations incorporelles	72	6			78
Immobilisations corporelles					
Constructions et agencements	7 955	225	0		8 180
Installations techniques, matériel et outillage	2 510	87	0		2 597
Autres immobilisations corporelles	1 264	104	0		1 368
Sous total	11 729	416	0		12 145
Total	11 801	422	0		12 223

5.9.3 Etat des provisions

	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions à long terme				
Provisions pour impôts	7		-2	5
Autres provisions	130	22		152
Total des provisions à long terme	137	22	-2	157
Provisions à court terme				
Provision pour impôts	5	2	-2	5
Autres provisions	0			0
Total des provisions à court terme	5	2	-2	5
Total général	142	24	-4	162
Dont dotations, reprises et IS				
- d'opérationnel courant		22		
- d'opérationnel non courant				
- Charge d'impôt		2	-4	

Les provisions reprises parce que devenues sans objet s'élèvent à 2 K€.

5.9.4 Goodwill et marques

Le poste Goodwill comprend :

En K€	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Goodwill « SAS Tante Louise »	585	-	585
Goodwill « SA Tante Marguerite »	455	-	455
Goodwill « SA Loiseau des Vignes »	300	-	300
Goodwill « SARL Loiseau des Ducs »	20	-	20
Goodwill « Part des Anges »	60	-	60
Total	1 420	-	1 420

Les fonds de commerce issus de l'apport de la marque et du savoir faire de Bernard LOISEAU, dont le montant brut est de 638 K€, sont inscrits à l'actif de l'état de situation financière dans le poste « Marques ».

Les tests de dépréciation effectués au 31 décembre 2014 au titre de la norme IAS 36 n'ont pas conduit à constater de dépréciation sur les goodwill et marques inscrits à l'actif de l'état de situation financière.

Au 30 juin 2015, aucun indice de perte de valeur n'a été détecté sur ces postes.

5.9.5 Actifs financiers disponibles à la vente

La SAS Newcore était considérée jusqu'au 31 décembre 2009 comme une entreprise associée au sein de laquelle le Groupe ne détenait pas le contrôle, mais sur laquelle il exerçait une influence notable.

La société ayant été sortie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2009, les titres de Newcore ont été repris à l'actif de Bernard Loiseau à leur juste valeur à la date de déconsolidation et comptabilisés en actifs disponibles à la vente.

Au 31 décembre 2014, compte tenu des informations financières que nous détenons de cette société, tel que le montant de ses capitaux propres inférieur à la moitié du capital social, nous avons procédé à une dépréciation complémentaire de ces actifs disponibles à la vente de 10 K€, soit 78% de la valeur nette de ces actifs dans les comptes consolidés.

Cette dépréciation a été comptabilisée en autres charges financières dans l'état du résultat net 2014.

	Au 30/06/2015			Au 31/12/2014
	brut	Dépréciation	net	Net
Titres de la SAS Newcore	90	70	20	20
Total	90	70	20	20

5.9.6 Stocks et en cours

Ils se décomposent de la manière suivante :

	Au 30/06/2015			Au 31/12/2014
	brut	Dépréciation	net	Net
Liquides et solides	844	0	844	670
Marchandises	172	-6	166	142
Total	1 016	-6	1 010	812

5.9.7 Clients et comptes rattachés

	Au 30/06/2015	Au 31/12/2014
Clients et comptes rattachés < 1 an	155	208
Clients et comptes rattachés > 1 an		-
Pertes de valeur	-6	-6
Total	149	202

5.9.8 Autres actifs courants

	Au 30/06/2015	Au 31/12/2014
Personnel et comptes rattachés (1)	3	2
TVA	62	48
Avances et acomptes fournisseurs	10	45
Produits à recevoir des prestations de consulting	116	137
Charges constatées d'avance	224	111
Autres créances	3	5
Compte courant Newcore SAS	86	84
Total	504	432

(1) Il s'agit principalement des indemnités à recevoir au titre des contrats aidés.

5.9.9 Trésorerie et équivalents

En K€ Au 30/06/2015	Nature	Valeur Historique au 30/06/2015	Valeur dans l'état de situation financière au 30/06/2015	Valeur du marché (Juste valeur au 30/06/2015)
Disponibilités	Comptes courants et compte à terme	2 357	2 357	2 357
Trésorerie et équivalents à l'actif		2 357	2 357	2 357
Agios et découverts				-2
Trésorerie nette au tableau de flux				2 355

En K€ Au 31/12/2014	Nature	Valeur Historique au 31/12/2014	Valeur dans l'état de situation financière au 31/12/2014	Valeur du marché (Juste valeur au 31/12/2014)
Disponibilités	Comptes courants et comptes à terme	2 906	2 906	2 906
Trésorerie et équivalents à l'actif		2 906	2 906	2 906
Agios et découverts				0
Trésorerie nette au tableau de flux				2 906

5.9.10 Autres passifs courants

	Au 30/06/2015	Au 31/12/2014
Avances et acomptes clients	387	395
Personnel et organismes sociaux	789	1 156
TVA	87	78
Autres dettes fiscales et sociales	39	13
Dividendes à payer	57	0
Produits constatés d'avance	11	26
Autres dettes	6	2
Total	1 376	1 670

5.9.11 Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
1. Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 432 100	1,25€
2. Actions /parts sociales émises pendant l'exercice		
3. Actions/parts sociales remboursées pendant l'exercice.		
4. Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 432 100	1,25€

Note : L'assemblée générale du 29 mai 2015 a autorisé le Conseil d'administration de BERNARD LOISEAU SA à acheter ou vendre des titres de la société. Celle-ci détient 20 469 actions en auto-contrôle au 30 juin 2015.

5.9.12 Information sectorielle relative à l'état de situation financière en K€

En application de la norme IFRS 8, les secteurs opérationnels du groupe Bernard Loiseau sont :

- Bourgogne :

- . Saulieu : Relais & Châteaux et exploitation de la marque Bernard Loiseau,
 - Bernard Loiseau SA (Relais Bernard Loiseau) au 2 rue d'Argentine, 21210 Saulieu dont les deux activités principales sont la restauration et l'hôtellerie de luxe,
 - Bernard Loiseau Organisation SARL, au 4 rue d'Argentine à Saulieu qui a une activité de consulting culinaire,
 - SCI Dumaine, au 2 rue d'Argentine à Saulieu qui a une activité de location d'appartements.

- . Beaune : Restaurant Loiseau des Vignes au 31 rue Maufoux 21200 Beaune, dont le fonds de commerce a été acquis en avril 2007 et dont l'activité a commencé mi-juillet 2007.

. Dijon : Restaurant Loiseau des Ducs 3 Rue Vauban 21000 Dijon, dont le fonds de commerce a été acquis en mai 2013 et dont l'activité a commencé mi-juillet 2013, ainsi que le bar à vins La part des anges, 7 rue Vauban 21000 DIJON dont le fonds de commerce a été acquis en juillet 2014 et dont l'activité a commencé en juillet 2014.

- Paris :

- Restaurant Tante Marguerite au 5 rue de Bourgogne 75007 Paris

- Restaurant Tante Louise 41 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris

Au 30 juin 2015	Bourgogne	Paris	Total au 30/06/2015
Goodwill	380	1 040	1 420
Marques	638	0	638
Immobilisations corporelles nettes	6 633	1 017	7 650
Stock et en cours	900	110	1 010
Trésorerie et équivalents	2 303	54	2 357
Actifs courants	3 965	248	4 213
Passifs non courants	946	115	1 061
Passifs courants	1 817	496	2 313

Au 31 décembre 2014	Bourgogne	Paris	Total au 31/12/2014
Goodwill	380	1 040	1 420
Marques	638	0	638
Immobilisations corporelles nettes	6 612	1 060	7 672
Stock et en cours	712	100	812
Trésorerie et équivalents	2 815	91	2 906
Actifs courants	4 265	281	4 546
Passifs non courants	970	181	1 151
Passifs courants	2 044	505	2 549

5.10 Notes sur l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Tous les montants sont exprimés en K€.

5.10.1. Information sectorielle

30 juin 2015 (6 mois)	Bourgogne	Paris	Total au 30 juin 2015
Chiffre d'affaires	3 553	1 178	4 731
<i>dont Restauration</i>	<i>2 775</i>	<i>1 178</i>	<i>3 953</i>
<i>Hôtellerie</i>	<i>496</i>	<i>0</i>	<i>496</i>
<i>Autres</i>	<i>282</i>	<i>0</i>	<i>282</i>
Résultat opérationnel	70	-96	-26
Résultat net consolidé	87	-85	2

30 juin 2014 (6 mois)	Bourgogne	Paris	Total au 30 juin 2014
Chiffre d'affaires	3 275	1 140	4 415
<i>dont Restauration</i>	<i>2 538</i>	<i>1 140</i>	<i>3 678</i>
<i>Hôtellerie</i>	<i>473</i>	<i>0</i>	<i>473</i>
<i>Autres</i>	<i>264</i>	<i>0</i>	<i>264</i>
Résultat opérationnel	-112	-96	-208
Résultat net consolidé	-24	-86	-110

5.10.2 Impôts

a- Rationalisation de l'impôt

Résultat consolidé avant impôt	-30
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat comptable avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	-30
Taux de l'impôt	33.33 %
Impôt théorique	-10
Différences permanentes	-24
Autres	2
Impôt réel	-32

b- Ventilation de la charge d'impôt:

Les différences nées au cours de l'exercice ont donné lieu à une comptabilisation d'une baisse de l'impôt différé actif de 2 K€.

Impôts exigibles	0K€
Impôts différés (produit)	-30K€
Reprise de provision d'impôt pour étalement des produits d'assurance de SA	-2 K€
Tante Marguerite	
Produit d'impôt	<u>-32K€</u>

Dont -32 K€ en résultat opérationnel courant.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable.

5.11. Résultat par action (en euros)

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre d'actions en circulation (1 432 100 actions) à l'exclusion des titres d'autocontrôle (21 701 actions en moyenne sur les 6 derniers mois).

Au 30 juin 2015, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

	30/06/2015	30/06/2014
Nombre d'actions en circulation	1 432 100	1 432 100
Nombre d'actions total en circulation (hors titres en autocontrôle- moyenne)	1 410 399	1 411 347
Résultat opérationnel consolidé en K€	-26	-208
Résultat net consolidé en K€	2	-110
Résultat opérationnel consolidé par action en euros	-0.02 €	-0.15 €
Résultat net consolidé par action en euros	0.00 €	-0.08 €
Résultat net dilué par action en euros	0.00 €	-0.08 €
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres par actions en euros	0.00 €	-0.08 €
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres dilué par actions en euros	0.00 €	-0.08 €

5.12. Rapprochement du nombre d'actions en circulation entre la clôture et le 30 juin 2015

	Au 01/01/2015	Variation	Au 30/06/2015
Nombre d'actions total en circulation hors actions auto-détenues	1 410 746	885	1 411 631

5.13. Dettes financières

Les emprunts en cours de remboursement sont :

- SCI Dumaine en 2005 : un premier emprunt de 250 K€ a été contracté, sur une durée de 15 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 3,55%, et dont le capital restant dû au 30/06/2015 est de 108 K€ ;

- SAS Tante Louise en 2009 : un deuxième emprunt de 400 K€ a été contracté, sur une durée de 7 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 4,61%, et dont le capital restant dû au 30/06/2015 est de 65 K€ ;

- SA Tante Marguerite en 2011 : un troisième emprunt de 400 K€ a été contracté, sur une durée de 7 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 2,75%, et dont le capital restant dû au 30/06/2015 est de 157 K€ ;

- SARL Loiseau des Ducs en 2013 : un quatrième emprunt de 400 K€ a été contracté, sur une durée de 7 ans, avec un taux fixe de 1,80%, et dont le capital restant dû au 30/06/2015 est de 291 K€ ;

- SARL Loiseau des Ducs en 2013 : un cinquième emprunt de 145 K€ a été contracté, sur une durée de 7 ans, avec un taux fixe de 1,80 %, et dont le capital restant dû au 30/06/2015 est de 115 K€ ;

- SCI Dumaine en 2014 : un sixième emprunt de 480 K€ a été contracté, sur une durée de 7 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 1,65%, et dont le capital restant dû au 30/06/2015 est de 420 K€ ;

-SA Bernard Loiseau : un septième emprunt de 300 K€, a été contracté sur une durée de 5 ans, avec un taux d'intérêt de 0,90%. Au 30 juin 2015, le déblocage n'est que partiel de 42 K€ compte tenu de l'avancement des travaux. Ce nouvel emprunt est utilisé pour financer en partie la construction de la chaufferie bio-masse centralisée. Elle permettra de répondre aux besoins d'énergie de l'hôtel, du restaurant et du futur spa Loiseau des Sens.

Ces emprunts ne sont pas assortis de covenants bancaires.

La quote-part des dettes financières à moins de 1 an est de 295 K€.

5.14. Engagements hors bilan

- Dettes garanties par des sûretés réelles

En K€	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	792
Total	792

- Nature des sûretés réelles consenties

Concernant la SA Tante Marguerite, un emprunt, dont le solde au 30 juin 2015, est de 157 K€, consenti par le Crédit Lyonnais, a fait l'objet de deux garanties :

- Une garantie par acte séparé, avec le blocage des comptes courants d'associés de la SA Bernard Loiseau dans la société SA Tante Marguerite, à hauteur de 400 K€ durant deux ans, puis 300 K€ durant deux ans, puis 100 K€ durant les trois ans restants.
- Le nantissement du fonds de commerce du restaurant Tante Marguerite.

Concernant la SCI Dumaine, un emprunt, dont le solde au 30 juin 2015, est de 108 K€, consenti par le Crédit Lyonnais, a fait l'objet de prises d'hypothèques en 2005.

Concernant la SAS Tante Louise, l'emprunt de 400 K€, dont le solde au 30 juin 2015 est de 65 K€, consenti par le Crédit Mutuel, a fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce dudit restaurant.

Concernant la SARL Loiseau des Ducs, l'emprunt de 400 K€, dont le solde au 30 juin 2015 est de 291 K€, consenti par le Crédit Lyonnais, n'a pas fait l'objet de nantissement ou d'hypothèque.

Concernant la SARL Loiseau des Ducs, l'emprunt de 145 K€, dont le solde au 30 juin 2015 est de 115 K€, consenti par le Crédit Lyonnais, n'a pas fait l'objet de nantissement ou d'hypothèque.

Concernant la SCI Dumaine, l'emprunt de 480 K€, dont le solde au 30 juin 2015 est de 420 K€, consenti par la Société Générale, a fait l'objet d'un nantissement d'un compte à terme, à hauteur de 250 K€ durant sept ans.

Concernant la SA Bernard Loiseau en 2015 : un emprunt de 300 K€ dont le déblocage n'est que partiel au 30 juin 2015, soit 42 K€, et consenti par la Société Générale, a fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce dudit restaurant.

Quant aux autres sociétés du groupe Bernard Loiseau, les sûretés réelles données en garantie des emprunts ont été levées suite au remboursement de 2003. Seuls les nantissements sur fonds de commerce dont l'extinction est automatique après dix ans subsistent.

B. Rapport semestriel d'activité du premier semestre 2015

I. Résultats et situation financière du groupe

Le premier semestre 2015 a été marqué par les principaux éléments suivants :

- Le maintien de la troisième étoile du Relais Bernard Loiseau au guide Michelin en mars 2015, pour la vingt-cinquième année consécutive.
- Le maintien de la première étoile au guide Michelin par le restaurant Loiseau des Vignes, ouvert à Beaune en juillet 2007, pour la cinquième année consécutive.
- Le maintien de la première étoile au guide Michelin par le restaurant Loiseau des Ducs, ouvert à Dijon en juillet 2013, pour la seconde année consécutive.
- Un chiffre d'affaires du groupe en hausse de 7 % sur le premier semestre 2015 par rapport au 30 juin 2014. En Bourgogne, le groupe affiche une progression de 9% du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires des deux restaurants parisiens affiche une progression de 3,30 %.
- Une situation financière qui reste saine avec une trésorerie nette de 2,3 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2015, il n'y a pas eu de transactions avec les parties liées.

II. Perspectives pour l'année 2015

La diversification des activités du groupe, les investissements permanents pour garantir le niveau d'excellence, la stratégie de communication tant dans le domaine des relations publiques que dans celui des réseaux sociaux, ainsi que les différents axes de commercialisation permettront de faire face à une conjoncture économique très difficile.

Le chiffre d'affaires annuel 2015 serait en augmentation par rapport à 2014, et le résultat net annuel 2015 devrait être nettement bénéficiaire.

Toutes les mesures de bonne gestion et de promotion sont toujours poursuivies et devront permettre de bien résister en cette période difficile.

Enfin, l'article 222-6 du règlement général de l'AMF précise que l'émetteur doit décrire les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice : les principaux risques du groupe Bernard Loiseau sont ceux inhérents à l'activité et ils sont directement liés à l'évolution de la fréquentation.